

# syndicat de classe

Pour le syndicat de classe ! Pour la conquête de la C.G.T. à la lutte communiste ! Pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F.O. et C.F.D.T.) ! Pour unifier et généraliser les revendications et la lutte ouvrières, contre le réformisme et les grèves tournantes ! Pour l'émancipation des travailleurs du capitalisme ! Que surgissent dans le syndicat et dans les usines des groupes communistes du Parti pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"  
Organe du Parti Communiste International

N° 5 — 17 Novembre - 15 Décembre 1969

## Le 37<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.

Le 37<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T., convoqué pour la fin novembre, se situe à un moment particulièrement important : depuis deux ans, il n'est plus douteux que le capitalisme, après une longue phase de « prospérité », entre à nouveau dans une phase de crise. C'est une situation dans laquelle toute organisation prolétarienne digne de ce nom aurait à cœur, particulièrement en France où l'agitation sociale a devancé et précipité les difficultés économiques, de dresser un bilan rigoureux de la période passée et d'établir une stratégie générale pour la période à venir.

Il s'agit là d'une question qui intéresse l'ensemble de la classe ouvrière. Tous les salariés, et pas seulement ceux qui donnent le meilleur de leurs forces dans la lutte du prolétariat, devraient prendre connaissance du « Document d'orientation » publié par la C.G.T., en vue de son prochain Congrès, dans le numéro d'août du « Peuple ». Ils y verraient, noir sur blanc, la preuve que leurs dirigeants, loin de préparer la défense effective de leurs intérêts, se préoccupent avant tout de ceux de la patrie, de l'économie nationale, des entreprises, etc...

Alors que les convulsions économiques et la lutte de classe renaissante balayent des années d'illusions sur le « progrès continu » et le « bien-être général » grâce à l'expansion et la prospérité bourgeoise, bilan et perspective, dans le « Document » de la C.G.T., n'ont pas d'autre objet que de les ramener. Ce qui frappe en effet, à la lecture de ce texte, c'est sa stupidité complète, en ce qui concerne les solutions à apporter aux difficultés actuelles, avec celles que propose le gouvernement bourgeois. Ce que ce dernier appelle « développement de la capacité de concurrence de l'industrie », les dirigeants de la C.G.T. le nomment « mise en œuvre d'une véritable politique industrielle de l'énergie, de développement de toutes les ressources du pays ». Mais à parler clairement, il s'agit exactement de la même chose : une expansion meilleure et plus rapide de l'économie ca-

pitaliste. Une telle solution n'est pas seulement contre-révolutionnaire ; elle est utopique parce que la crise économique, politique et sociale du capitalisme est le résultat même de son développement qui, une nouvelle fois, le place au bord d'une catastrophe historique générale.

La solution prolétarienne des contradictions du capitalisme ne consiste pas à rechercher un développement plus harmonieux d'une économie d'exploitation, mais à utiliser ses crises pour l'abattre et fonder sur ses ruines la société sans classe, le communisme. La politique que propose le « Document d'orientation » est en fait celle de l'opportunisme à toujours pratiquée : plier le prolétariat aux intérêts de la société bourgeoise en affirmant que c'est là le seul moyen de sauvegarder ses intérêts propres. L'illustration la plus typique en est la revendication d'augmentation de salaire en fonction du développement de la production et qui signifie : d'abord les intérêts du capital, ensuite ceux du prolétariat ! Il en est de même du « retour aux 40 heures », réclame... pour 1974 alors que la bourgeoisie prévoit la crise dans les six mois à venir !

Les dirigeants opportunistes de la C.G.T. ne se bornent pas, sur le plan des formes d'action, à remplacer le combat par la négociation, ils recherchent cette négociation dans des conditions qui tendent à rendre ce combat impossible ou voué d'avance à la défaite, c'est-à-

dire au niveau des discussions entre les patrons et les syndicats d'entreprise. C'est une formule qui, elle aussi, coïncide parfaitement avec les désirs les plus chers à la bourgeoisie, et De Gaulle, avec sa « participation », Chaban-Delmas, en soulignant les « responsabilités des syndicats », ne demandaient pas autre chose. Le rôle du syndicat c'est d'unifier, par-dessus les particularismes de catégories, professions et entreprises, des intérêts matériels qui sont fondamentalement les mêmes pour toute la classe salariée, mais que la concurrence, arme essentielle du patronat contre les exploités, s'efforce d'étouffer. Alors que, par ailleurs, le développement de la grande industrie concentre la classe ouvrière et réalise les conditions de son regroupement unitaire, les dirigeants opportunistes, en multipliant les prérogatives d'un organisme décentralisé, le syndicat d'entreprise, disloquent la force vive des salariés dans leur lutte contre l'exploitation patronale.

(Suite au verso)

## "Fractions" et politique dans le syndicat

Toute la presse a parlé de la polémique qui vient d'opposer Séguy, de la C.G.T., et Rocard, du P.S.U., à propos d'un article paru dans "Tribune socialiste". Il s'agissait d'un texte de "Lutte ouvrière", le journal gauchiste, auquel l'organe du P.S.U., dans le cadre de tribunes libres respectives, avait offert l'hospitalité de ses colonnes. Ce qui, dans cet article, provoquait l'indignation de Séguy, c'est qu'il y était question de regrouper les éléments révolutionnaires à l'intérieur de la C.G.T. : il n'en fallait pas plus pour que l'irascible secrétaire général de cette centrale brandisse, statuts en main, l'arme de l'excommunication pour constitution de fractions dans le syndicat.

Il ne nous intéresse pas ici de soupeser la place que tiennent diverses préoccupations de rivalité électorale dans cette polémique ; pas davantage d'examiner ce que valent les positions défendues par "Lutte ouvrière" dans le texte incriminé. Mais la question des fractions dans le syndicat est une question de principe qui soulève tous les problèmes du rapport entre politique et syndicat, c'est-à-dire entre la revendication immédiate des ouvriers et la revendication historique et révolutionnaire du prolétariat.

Les prédécesseurs de Seguy n'ont pas toujours eu, sur la question des fractions dans le syndicat, l'attitude qu'il adopte aujourd'hui. En 1920-21, ce fut une scission politique qui partagea en deux camps la vieille C.G.T. fondée depuis 1895.

D'un côté se trouvait la « majorité », celle qui avait renié en 1914 tous ses engagements antérieurs et appelé les ouvriers à se faire étriper dans le carnage impérialiste pour le « droit et la civilisation » ; devenue l'otage de la bourgeoisie, elle la servit fidèlement encore après la fin du conflit en refusant toute solidarité avec la révolution russe d'octobre 17, en sabotant la grève générale de 1919 prévue pour imposer aux gouvernements de l'Ouest l'abandon de leurs expéditions militaires contre le pouvoir des Soviets.

En face de ceux que Lénine appelaient les « agents du capitalisme » dans la classe ouvrière, la « minorité » de la vieille C.G.T. était composée des militants qui avaient lutté contre la guerre et s'étaient ralliés, dès le premier jour, à la révolution russe.

(Suite au verso)

## La grève de Renault-Le Mans

On sait que les ouvriers des usines Renault jouent un rôle important dans la lutte syndicale et l'on n'ignore pas non plus qu'actuellement le climat est très tendu dans toutes les usines de la Régie. Le 14 octobre, les ouvriers des traitements thermiques du Mans déclenchèrent la grève illimitée. Ils sont très peu nombreux (80), mais leur action pouvait être l'étincelle qui met le feu à la poudrière. Les syndicats, C.G.T. en tête, se sont au contraire employés à étouffer la flamme, à éviter l'extension, à enfermer cette grève dans les revendications catégorielles.

Pourtant, le 23 octobre, conscients de la nécessité d'un mouvement de soutien, 1800 ouvriers du Mans se préparèrent à la grève. C'est alors que la Régie prend l'initiative et, le 24, annonce le lock-out qui entrera en vigueur le lendemain à 13 heures. Au cours d'un meeting, la C. G. T. lance ce mot d'ordre : « Exiger du travail en étant présents lundi à 7 heures à l'entrée de l'usine ». Elle pousse donc à la reprise et non à la contre-attaque, dans les autres usines de la Régie, mais elle sait aussi que les risques d'affrontement seront grands lorsque les ouvriers seront rassemblés devant l'usine.

Elle prêche donc le calme : « La C.G.T. ne vous demande pas d'avoir une attitude combative » ; « Nous allons demander aux gardiens d'ouvrir les portes mais, s'ils n'acceptent pas, nous ne devons pas leur en vouloir car ils ont, eux aussi, des ordres à respecter » (eux aussi ? qu'est-ce que cela veut dire ?).

L'occupation des usines est une tactique qui a une certaine efficacité lorsqu'il s'agit de généraliser une grève (lutte contre les jaunes) ; elle perd tout sens dans le cas d'un lock-out. Mais la C.G.T., de plus, entend la limiter à une occupation symbolique : pas de plaquets de grève, présence des ouvriers pendant quelques heures seulement, pas d'occupation pour l'équipe de nuit.

Mais le calme ne suffit pas. Il faut lui ajouter la démolition pour que le mouvement pousse sans s'étendre. Au lieu de montrer quelle force consti-

tué fait pas grève pour des revendications précises, mais pour l'ouverture de négociations. On ne lutte plus pour l'extension, l'unification et la centralisation des luttes pour que les ouvriers prennent conscience de leurs intérêts communs, de leurs intérêts de classe et de la force potentielle immense dont ils disposent, non, on part en grève par petits groupes, par atelier, en ordre dispersé, pour une journée, une heure, un quart d'heure. Le résultat ? Les ouvriers se découragent ; voir Flins qui n'a pu être mobilisée le 23, voir Billancourt où « le mouvement traîne : 100 actions d'ateliers en quinze jours » (tract C.G.T.), et les capitalistes peuvent contre-attaquer, lock-outer les grévistes d'aujourd'hui pour mieux intimider les grévistes de demain.

L'opportunisme ne se borne donc pas à empêcher que par la grève généralisée, par l'expérience de leur force collective les ouvriers en viennent à la conscience de la nécessité d'abattre tout le régime capitaliste et se forment la volonté correspondante. Il est incapable de mener la lutte quotidienne pour de simples objectifs économiques : la grève du Mans ne fait-elle pas partie, en effet, de la révolte de tout le personnel de la Régie contre la nouvelle « grille » de salaires imposée par la direction ?

Camarades, contre la politique opportuniste des bonzes, imposons la grève illimitée sans préavis, la grève généralisée pour des revendications unitaires : augmentations massives des salaires, plus fortes pour les salariés les plus bas ; réduction de la durée de la journée de travail à 6 heures ; abolition des primes et du travail aux pièces ! Luttons pour imposer ces mots d'ordre au sein de la C. G. T. qui doit cesser d'être le monopole de bonzes opportunistes et redevenir le syndicat de classe !

## La leçon de la grève à la Rhodiaceta

Petits et grands actionnaires de Rhône-Poulenc peuvent se réjouir : la grève de sa grande filiale, la Rhodiaceta, n'a pas eu lieu. Ou plutôt elle a été étouffée par les deux centrales syndicales, la C.G.T. et la C.F.D.T. Grâce à cette complicité, l'exemple résolu donné par les ouvriers des équipes 3/8 et 4/8 de l'usine de Vaise, débroyant contre les résultats insuffisants des accords du 13 octobre dans le textile artificiel, n'a pas été suivi dans les établissements de Saint-Fons, Besançon et Péage du Roussillon.

Les dirigeants opportunistes qui se chamaillent à longueur d'années ne retrouvent leur « unité » que pour faire ce sale boulot ; à Vaise, ils cloaquent les catégories les plus combattives à leurs revendications particulières, invitaient les autres catégories à formuler les leurs, ébranlaient la fermeté de celles qui étaient déjà en lutte en les consultant chaque jour sur cette alternative : prolonger la grève de 24 heures ou décider son arrêt total.

Après avoir isolé de cette façon la fraction la plus résolue des salariés de Rhodia, lassé sa volonté d'action, effacé à leurs yeux toute perspective et tout sens de l'action en cours, il leur fut facile, le 20 octobre, d'invoquer le « pourrissement » de la grève » pour faire reprendre le travail sans que rien ait été obtenu. Leur sabotage avait été efficace parce que total : non seulement ils avaient paralysé le réseau syndical et empêché l'extension du mouvement aux autres usines, mais le plus clair de leurs efforts, ils l'avaient consacré à combattre les ouvriers les plus conscients en les dénonçant comme « gauchistes ». Ainsi, après avoir eux-mêmes et sciemment affaibli l'action, ils invoquaient cette faiblesse pour la liquider.

Ouvriers de la Rhodia, cette faiblesse ne vient pas de vous ; et vous l'avez prouvé par votre courage et votre ténacité dans votre glorieuse lutte de 1967, déjà trahie par les mêmes dirigeants qui prétendent aujourd'hui encore vous représenter. Cette faiblesse, c'est eux qui la créent, par l'orientation capitaliste qu'ils imposent à la C.G.T. en la prostituant à la grandeur nationale, à la patrie, à la production, au capitalisme ! Votre force, votre force à tous, prolétaires, est réelle, à condition que nous la recherchions là où elle se trouve. Non pas dans l'entreprise, mais, au moins, dans toute la branche d'industrie, non pas dans des mouvements limités, fragmentés et avec préavis, mais dans la grève générale. Non pas en vue des interminables et stériles négociations, mais pour l'obtention de résultats effectifs sur les revendications fondamentales : augmentation de salaire plus forte à la base qu'au sommet de la hiérarchie salariale ; réduction de la journée de travail à 6 heures ; salaire intégral aux chômeurs. En un mot, par la lutte de toute notre classe et derrière notre programme de classe tel que le propose et le défend notre Parti communiste international.

# Les primes, la participation et le crétinisme opportuniste

«...Ils savent (les travailleurs) combien sont nocives quelle qu'en soit la nature, les primes dont le nombre et l'importance n'ont cessé d'augmenter, accroissant l'insécurité de la rémunération...»

Cette affirmation parfaitement juste se trouve dans une petite publication signée F.S.M.-C.G.T. et distribuée par les sections syndicales des usines Dassault à Saint-Clément, le 20 octobre. Elle constitue un acte d'accusation en règle contre... l'action des bonzes de la C.G.T. qui chantent victoire à chaque prime augmentée par le patronat et qui, dans leurs fameux "cahiers de revendications", réclament toujours la création de nouvelles primes (voir mai-juin en particulier !).

Continuons de citer le texte de la C.G.T. qui en vient à critiquer la "participation", et là encore de manière parfaitement exacte: «...La propagande de collaboration des classes et les tentatives pour instituer l'association capital-travail... ont constamment trouvé leur origine chez les forces les plus ouvertement réactionnaires, qu'il s'agisse de la participation aux bénéfices, de primes de productivité ou de l'intéressement aux résultats de l'entreprise. Ces systèmes constituent autant de mécanismes ayant pour but d'aggraver l'exploitation. Les travailleurs ont eux-mêmes une longue expérience des mystifications que le patronat et le gouvernement multiplient pour masquer leur action contre les salariés... Les ordonnances du 17 août 1967 instituant la "participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises" s'inscrivent dans cette même ligne... un projet dont le but essentiel est de bernier les travailleurs... la participation se réduit finalement à la création d'une nouvelle prime... En réalité, le but assigné au système est de gêner l'action des travailleurs, de freiner le développement des luttes... La C.G.T. dénonce dans le système de participation une duperie grossière visant à abuser la classe ouvrière et renouveler son opposition fondamentale aux principes contenus dans l'ordonnance...»

Alors, les bonzes agiront-ils autrement à l'égard de la participation qu'à l'égard des primes ? Pas le moins du monde ! Ecoutez-les encore : « Etant donné... que l'absence d'accord entraîne une pénalisation pour les travailleurs (voyons en quoi elle consiste !), portant à huit ans le délai ou tout duquel ils recevront les sommes (!!)... Compte tenu que la participation ne représente finalement qu'une nouvelle forme particulière des salaires (!), nous considérons que la discussion de cet accord doit être conduite par les syndicats (souligné par eux !) qui auront à négocier les dispositions et auxquels il appartient... de conclure un accord d'entreprise ». Et ils regrettent ne pas pouvoir gérer eux-mêmes les fonds de la participation dont ils dénonçaient quelques lignes plus haut le rôle funeste pour le mouvement ouvrier : «...le bon sens aurait voulu que les fonds... soient confiés à un organisme de solidarité ouvrière géré uniquement par les syndicats...»

Avec le crétinisme qui les caractérise, ils finissent par conseiller aux travailleurs « (la formule) susceptible d'être la moins défavorable, celle du compte bloqué. »

Cette apparente contradiction entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font n'a rien de surprenant : C'EST LA CARACTÉRISTIQUE DE L'OPPORTUNISME : "dénoncer" la colla-

bonation des classes, tout en plançant les organisations prolétariennes dans la collaboration la plus effrénée ; "dénoncer" la démocratie bourgeoise et tenter de liquider toute action dans l'électoratisme et le parlementarisme ; se "réclamer" de la lutte communiste et pratiquer le social-démocratie le plus classique ; "attaquer" les manœuvres de la bourgeoisie et les accepter finalement toutes comme un "moindre mal" ; "se réclamer" de l'internationalisme prolétarien et canaliser la classe ouvrière dans la défense de la patrie et de la production nationale ; "prôner" l'unité prolétarienne et rechercher l'unité avec les syndicats jaunes pour briser les luttes ouvrières par atelier et dans les grèves tournantes ; "se réclamer" de la solidarité ouvrière et mettre en garde les ouvriers contre toute tentative d'élargir les mouvements ; "parler" de la lutte pour les augmentations de salaire et la diminution de la durée de la journée de travail, et chaque fois que cette lutte éclate, la transformer en moyen de pression pour l'ouverture de "négociation à long terme" réclamant dans l'immédiat de nouvelles primes ou l'augmentation de celles qui existent déjà !

Voilà pourquoi l'opportunisme est l'obstacle principal à la marche en avant du mouvement prolétarien pour l'émancipation des travailleurs du capitalisme.

# Grève chez Coder

Pour protester contre le non-renouvellement du contrat de deux de leurs camarades, un atelier de CODER (entreprise métallurgique marseillaise) se met en grève le vendredi 1<sup>er</sup> novembre. A l'initiative de la base, la grève s'étend pour être générale le 3. Les revendications portent également sur le taux d'affûtage (minimum garanti) et la prime de fin d'année.

Premier succès le 4 : les deux ouvriers licenciés sont réintégrés et les contrats réduits à un mois pour les horaires et deux mois pour les mensuels, au lieu de 6 et 7 mois (il s'agit de la période d'essai précédant l'embauche définitive). La direction propose une augmentation de 2 % du minimum, qui est rejetée. Le 6, nouvelle proposition : 3 %, trois quarts du 13<sup>e</sup> mois pour les mensuels, une semaine de 53 heures, soit 250 francs pour les horaires en fin d'année, — nouveau refus. Le 6, la grève se poursuivait pour 5 %, le 13<sup>e</sup> mois pour les mensuels et une quatorzième pour les horaires.

Quels qu'en soient les résultats définitifs, on peut tirer un certain nombre d'enseignements de cette grève. D'abord, elle n'a pas été limitée à un atelier, comme celle de la chaudronnerie Inox en juin 69, et les recules successives de la direction prouvent que 2000 ouvriers en grève l'inquiètent bien plus que 150. Ensuite, elle met en lumière le rôle des bonzes syndicaux d'une part, des ingénieurs de l'usine de de l'autre.

La C.G.T. s'est bornée à organiser des collectes — comme les curés — et à tenir chaque matin à 7 h. 30 une réunion d'"information", ce n'est pas là le rôle de dirigeants : la seule solidarité, c'est l'appel aux autres métallos et non l'appel au portefeuille des épiciers. Les réunions doivent servir à développer les moyens et les buts de la lutte et non à l'observer en attendant qu'elle s'épuise.

Quant aux ingénieurs — ces messieurs que la C.G.T. nous présente comme des alliés — ils ont distribué impunément des tracts anti-grève. Avant de faire la chasse aux "gauchistes", on devrait s'occuper des jaunes !

Les travailleurs de CODER ont compris la nécessité d'agir unis, il faut maintenant qu'ils rendent au syndicat son rôle actif dans l'extension et la coordination des mouvements, à l'échelle au moins de la Fédération d'industrie, et dans la lutte contre les trisiseurs de grève.

# LE 37<sup>e</sup> CONGRES DE LA C.G.T.

(Suite)

Cette politique est l'aboutissement de plus de trente années de capitulations répétées. L'organisation ouvrière, comme les muscles du corps humain, se développe ou s'atrophie selon qu'elle remplit ou non sa fonction. Depuis longtemps, l'opportunisme sabote la fonction de lutte de l'organisme syndical et celui-ci est devenu incapable de l'accomplir. La décentralisation du syndicat équivaut à son démantèlement. Et c'est pourquoi le pouvoir bourgeois, qui affecte de reconnaître l'importance du syndicat dans l'entreprise, s'en réjouit et s'avère disposé à récompenser l'opportunisme en lui dispensant ces subventions à la « formation économique et sociale » dont la C.G.T. réclame sa « juste part ».

Après avoir détruit le rôle révolutionnaire de l'organisation politique du prolétariat, c'est l'organisation syndicale que l'opportunisme entend vider de sa substance de lutte sociale sous l'œil bienveillant de l'adversaire de classe.

Sa hâte à l'édulcorer officiellement par une réforme des statuts de la C.G.T. honteusement préparée dans la coulisse confirme cette intention scélérate. Etouffer la lutte prolétarienne renaissante en l'enfermant dans des compartiments étanches, empêcher l'unification des grèves pour interdire la formation, au sein du syndicat, d'un courant révolutionnaire capable de le reconquérir à sa fonction de classe, voilà ce que cachait la satisfaction conjointe des ministres bourgeois et des chefs opportunistes ouvriers, lorsqu'ils se félicitaient, les uns et les autres, de la « grande réalisation » du droit syndical dans l'entreprise. La neutralisation de la force révolutionnaire du prolétariat, que l'Etat capitaliste réalise à l'extérieur de la classe ouvrière, c'est en son sein même que l'opportunisme l'accomplit !

Pour le syndicat l'entreprise est un ghetto ; c'est à l'extérieur qu'il doit vivre, avoir son siège : dans les Bourses du Travail où les ouvriers peuvent se rassembler, se connaître, se dépouiller des particularismes de profession, combattre l'esprit mesquin des catégories, exalter ce qui les unit et faire véritablement du syndicat leur organe commun de combat.

Les bonzes syndicaux, eux, s'occupent activement de le liquider en tant que tel. Face aux résultats pitoyables de leur activité récente, aux salaires de famine et aux journées de travail interminables, ils ne comptent plus sur la lutte mais sur la protection de l'Etat bourgeois — échelle mobile, « sa-

laire garanti » — et la défense des intérêts ouvriers, ils l'attendent d'une « démocratie véritable » qui concilierait les intérêts inconciliables de la production capitaliste et de la classe salariée.

Ici encore, bourgeois et opportunistes s'accordent à faire de la démocratie parlementaire l'arène où viennent s'aplanir les antagonismes de classe sur lesquels de vrais communistes fondent au contraire la nécessité inéluctable de la lutte révolutionnaire.

Le pacifisme social est insupportable du crétinisme démocratique. Sous couvert de lutter contre le gauchisme, les dirigeants de la C.G.T. s'en prennent en réalité à l'usage de toute violence dans la lutte de classe (il est révélateur, à ce propos, que la grève, comme moyen d'action, n'est jamais explicitement nommée dans leur « Document »). Ce n'est certes pas au nom du mot d'ordre petit-bourgeois réformiste de la « démocratie véritable » qu'on peut dénoncer la supercherie « révolutionnaire » d'autres mots d'ordre petits-bourgeois comme « l'autogestion » ou le « contrôle ouvrier ». Les bonzes, qui précèdent eux-mêmes à la décentralisation du syndicat, n'ont pas davantage autorisé contre les « Comités d'action » ou les « Syndicats de parti » gauchistes qui concourent au même résultat. Contre les uns et contre les autres nous défendons le principe d'une C.G.T. centralisée et reconquise à la perspective historique révolutionnaire du prolétariat.

Nous combattons également le principe affirmé par le « Document d'orientation » de la neutralité politique du syndicat qui ne peut aboutir qu'à l'abandon de cet organisme aux influences idéologiques et politiques innovées du capitalisme. Sans l'unité de tous les ouvriers autour de la perspective et des buts du communisme, ils ne peuvent se défendre efficacement dans le combat de tous les jours ; à plus forte raison ne peuvent-ils traduire leur force numérique potentielle en facteur de succès dans le conflit titanique contre la société bourgeoise dont les premières heures se dessinent. Sur la base d'une expérience politique et d'un passé historique de lutte, nous les appelons à la reconstitution du Parti communiste mondial et à son action pour le retour du syndicat ouvrier à sa fonction de classe.

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »  
1, 3, 5, Boulevard Schœsling  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

# "Fractions" et politique dans le syndicat

(Suite)

« dépendance et de la démocratie syndicale... »

Il n'est pas possible de retracer ici en détail comment la « majorité » vendue à la bourgeoisie manœuvra pour parvenir à exclure la minorité. Qu'on sache seulement que la C.G.T.U., qui fut alors constituée par cette minorité, était seule face au réformisme fauteur de guerre et de collaboration de classe, à représenter la tradition révolutionnaire du prolétariat français. Sans nous attarder davantage sur les circonstances politiques qui lui firent réintégrer, en 1936, au moment du front populaire, le bercail de la C.G.T. réformiste, il nous suffira, pour le sujet qui nous intéresse ici, de relever deux des principales capitulations qu'elle dut faire comme prix de la réunification. Citons pour cela "L'Esquisse d'une histoire de la C.G.T." de Bruhat et Pilot : « Trois questions sont en particulier discutées, écrivent les auteurs. La première concerne ce qu'on appelle les fractions. Sur ce point l'accord se réalise facilement : les militants unitaires (ceux de la C.G.T.U., Ndr) acceptent le rejet de tendances organisées afin de créer des conditions pour un syndicalisme de masse ». L'ouvrage cite ensuite le texte qui figure toujours dans les statuts de la C.G.T. actuelle et selon lequel il ne saurait être toléré « la constitution d'organismes agissant dans les syndicats comme fraction dans le but d'influencer et de fausser le jeu normal de la démocratie dans leur sein ». (Soit dit en passant, le « jeu normal de la démocratie » que les réformistes imposent comme condition à la réunification syndicale avait surtout consisté, dans la vieille C.G.T., à saboter les grèves et à collaborer avec le capitalisme !) « Une deuxième question — écrivent encore les auteurs du livre cité — met en cause la conception même de l'indépendance du syndicalisme. Il s'agit de l'incompatibilité entre les mandats politiques et les mandats de direction confédérale. Il y a alors dans la façon même de poser la question une manifestation incontestable d'anticommunisme : on vise avant tout les militants syndicaux qui ont des responsabilités dans le Parti communiste ». Et Bruhat cite à l'appui une déclaration de Semard (du P.C.F.), qui affirme que cette mesure est « une sanction insupportable, contraire à l'esprit même de l'in-

« Sanction inacceptable », mais qui fut acceptée par les communistes de l'époque qui dirigeaient la C.G.T.U. L'argument de l'apolitisme et l'interdiction des fractions étaient donc, chez les dirigeants de la Vieille C.G.T., déterminés par la volonté de détruire, dans le mouvement syndical français, la dernière expression révolutionnaire de classe qu'y représentait, en dépit de symptômes indiscutables d'un opportunisme déjà avancé, la C.G.T.U. Et les communistes placés à la tête de la C.G.T. actuelle, celle des Frachon et Ségué, se servent, pour prévenir la renaissance d'un courant révolutionnaire dans le syndicat, exactement des mêmes positions, des mêmes méthodes et des mêmes arguments que ceux qu'utilisèrent jadis les opportunistes cheronnés contre eux, lorsqu'ils étaient encore un mouvement formellement rattaché à la tradition de l'Internationale de Lénine. Autrement dit, contre les révolutionnaires, contre les alliés ouvriers d'action de classe, l'opportunisme ex-stalinien a vigoureusement pris la place et le rôle du vieil opportunisme démodé de la Seconde Internationale.

Mais cette « relève de la garde » au grand profit de la conservation sociale se double de la plus hypocrite infamie : Ségué et Cie interdisent la fraction dans la C.G.T. parce que « faussant la démocratie », mais ils sont eux-mêmes LA fraction, la seule fraction qui dirige la C.G.T. Si les membres du P.C.F. ne représentent qu'une partie des effectifs de la centrale, ce sont eux qui sont placés à tous les postes de commandement. Et cette prédominance est dans l'ordre des choses puisque le P.C.F. est le parti auquel les masses accordent encore leur confiance. Mais ce qui est une inqualifiable tartufferie, c'est d'invoquer la « démocratie » pour dissimuler ce monopole de fait du P.C.F. sur la C.G.T.

Jésuitisme d'autant plus répugnant que, dans les seuls lieux et cas où ce mot peut avoir un sens, c'est-à-dire au niveau des décisions à prendre concernant les luttes revendicatives, les bonzes protigent la « démocratie » de telle sorte qu'elle aboutit toujours aux résultats qui leur sont dictés par les impératifs de leur politique de collaboration de classe. Combien de grèves

n'ont-elles pas été liquidées par la « consultation démocratique à la base » ? La chose s'explique aisément : une grève est une bataille ; seul un organisme centralisé peut prendre les décisions concernant sa poursuite ou son arrêt dans les meilleures conditions. Des « roulants » d'un seul défilé de la S.N.C.F., par exemple, ne pouvaient seuls et isolés prendre la responsabilité de poursuivre un mouvement qui exigeait une stratégie d'ensemble. Et c'est pour cela que les bonzes, après les avoir placés devant le fait accompli des tractations avec la direction (« les limites extrêmes des concessions ont été atteintes ») leur laissaient la responsabilité de décider « démocratiquement » s'ils leur fallait capituler ou poursuivre une grève vouée à l'échec. Soyez tranquille cependant, là où la base n'était pas d'accord pour reprendre le travail, les bonzes savaient bien, toujours démocratiquement, en répétant les « consultations », en jouant sur la lassitude des grévistes, faire voter ce que EUX voulaient : la fin de la grève !

Voilà, en clair, ce qu'est cette « démocratie syndicale » au nom de laquelle les opportunistes de chaque vague historique successive interdisent les fractions et la politique dans les syndicats. C'est pour eux le seul moyen de promulguer leur propre politique et le monopole de leur propre fraction qui gissent dans la classe ouvrière comme éléments avancés de l'offensive du capital contre le prolétariat. C'est leur meilleure arme, eux, fraction dirigeante de l'appareil, contre toute constitution de fraction qui, défendant réellement l'intérêt des ouvriers, grouperait ceux-ci de telle sorte qu'ils ne soient plus impuissants et désarmés devant leurs pseudo-chefs.

Tout ce qui touche à la lutte de classe est politique, même au niveau des revendications immédiates des ouvriers. La C.G.T., dit-on, affirme sa volonté de se dépolitiser davantage ? Voilà qui confirme notre définition : plus l'organisation ouvrière se veut apolitique, plus elle s'asservit à la politique du capitalisme. Et il y a longtemps que la vieille centrale, qui revendique les intérêts de la production, de la patrie et de la démocratie dictature du capital, a rompu les liens qui la rattachaient encore à sa tradition initiale révolutionnaire.